

DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES

DIRECTION RÉGIONALE DES FINANCES PUBLIQUES

DE LA RÉGION AUVERGNE RHÔNE-ALPES ET DU DÉPARTEMENT DU RHÔNE

3 RUE DE LA CHARITE

69268 LYON CEDEX 02

Marché de travaux relatif au remplacement du Système de Sécurité Incendie de l'Espace Vivier Merle

Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P)

*MARCHÉ A PROCÉDURE ADAPTÉE
en application des articles L.2123-1 et R.2123-1 du Code de la Commande
Publique du 1^{er} avril 2019*

Table des matières

1 : OBJET DU MARCHÉ - DISPOSITIONS GÉNÉRALES DU CONTRAT.....	5
1-1 OBJET DU MARCHÉ.....	5
1-2 MODE DE PASSATION ET FORME DU CONTRAT.....	5
1-3-1 Allotissement :.....	5
1-3-2 Décomposition en tranches :.....	5
1-4 VARIANTES.....	5
1-5 REPRÉSENTATIONS DES PARTIES.....	5
1-6 PARTIES ET INTERVENANTS À L'OPÉRATION :.....	6
1-6-1 Maître d'ouvrage :.....	6
1-6-2 Assistance à Maîtrise d'ouvrage :.....	6
1-6-3 Maîtrise d'œuvre :.....	6
1-6-4 Contrôle technique :.....	6
1-6-5 Coordination des mesures de prévention en matière de sécurité et protection de la santé (CSPS) :.....	7
1-7 RÉALISATIONS DE PRESTATIONS SIMILAIRES :.....	7
1-8 COTRAITANCE ET SOUS-TRAITANCE :.....	7
1-8-1 Cotraitance :.....	7
1-8-2 Sous-traitance :.....	8
2 : PIÈCES CONTRACTUELLES.....	9
3 : FORMES DES NOTIFICATIONS ET INFORMATIONS AU TITULAIRE.....	10
3-1 ORDRES DE SERVICE :.....	10
3-2 CONNAISSANCE DES LIEUX ET DES PRESTATIONS À EFFECTUER :.....	10
3-3 LANGUE DU MARCHÉ :.....	11
4 : DURÉE ET DÉLAI GLOBAL D'EXÉCUTION.....	11
4-1 DURÉE DU MARCHÉ :.....	11
4-2 DÉLAI GLOBAL D'EXÉCUTION :.....	11
4-3 PROLONGATION DES DÉLAIS D'EXÉCUTION :.....	12
4-4 CONTRAINTES LIÉES AUX INTEMPÉRIES :.....	12
5 : RÉGIME FINANCIER.....	12
5-1 CONTENU ET CARACTÉRISTIQUES DES PRIX :.....	12
5-2 AUTO-LIQUIDATION :.....	14
5-3 VARIATION DES PRIX :.....	15
5-4 ARRONDIS :.....	15
5-5 APPLICATION DE LA TAXE À LA VALEUR AJOUTÉE :.....	15
5-6 TRAVAUX NON PRÉVUS :.....	16
5-6-1 Travaux modificatifs :.....	16
5-6-2 Dépassement du montant initial des travaux :.....	16
5-6-3 Règlement des travaux non prévus :.....	16
6 : CLAUSE DE FINANCEMENT ET DE SÛRETÉ.....	16
6-1 AVANCE :.....	16
6-2 GARANTIE FINANCIÈRE DE L'AVANCE :.....	17
6-3 RETENUE DE GARANTIE :.....	17
7 : RÈGLEMENT DES COMPTES.....	17
7-1 PRÉSENTATION DES FACTURES AU FORMAT DÉMATÉRIALISÉ :.....	18

7-2 DEMANDE DE PAIEMENT :	18
7-2-1 Demande de paiement d'acomptes :	18
7-2-2 Demande de paiement final :	18
7-2-3 Réception avec réserve :	19
7-2-4 Paiement des cotraitants et des sous-traitants :	19
7-3 DÉLAI GLOBAL DE PAIEMENT ET INTÉRÊTS MORATOIRES :	20
8 : PÉNALITÉS	20
8-1 RETARD DANS L'EXÉCUTION DES TRAVAUX :	20
8-2 RETARDS DANS LA REMISE DE DOCUMENTS À FOURNIR AVANT, AU COURS ET APRÈS EXÉCUTION :	20
8-3 RÉUNIONS DE CHANTIER :	21
8-4 HYGIÈNE ET SÉCURITÉ :	21
8-5 NON REPLIEMENT OU NON RESPECT DE LA SÉCURITÉ DES LIEUX OU DE LA PROPRETÉ DU CHANTIER :	21
8-6 DÉFAUTS DE BALISAGE OU NON-RESPECT DE PROPRETÉ DU CHANTIER :	21
8-7 PÉNALITÉS POUR SOUS-TRAITANCE NON DÉCLARÉE :	21
8-8 PÉNALITÉS POUR RETARD LORS DE LA RÉCEPTION DES TRAVAUX :	21
8-9 PÉNALITÉS POUR TRAVAIL DISSIMULÉ :	22
9 : PROVENANCE, VÉRIFICATION, PRISE EN CHARGE ET IMPLANTATION DU OU DES OUVRAGES	22
9-1 PROVENANCE, QUALITÉ ET PRISE EN CHARGE DES MATÉRIAUX ET PRODUITS :	22
9-2 VÉRIFICATIONS, ESSAIS ET ÉPREUVES DES MATÉRIAUX ET PRODUITS :	22
10 : PRÉPARATION ET EXÉCUTION DES TRAVAUX	22
10-1 PÉRIODE DE PRÉPARATION, PROGRAMME D'EXÉCUTION DES TRAVAUX :	22
10-2 PLANS D'EXÉCUTIONS, NOTES DE CALCUL, ÉTUDES DE DÉTAILS :	23
10-3 INSTALLATION ET ORGANISATION DU CHANTIER :	24
10-3-1 Accès au site :	24
10-3-2 Transport et emballages :	24
10-3-3 Installation de chantier :	24
10-3-4 Signalisation de chantier :	24
10-4 DOMMAGES DIVERS CAUSÉS PAR LA CONDUITE DES TRAVAUX OU LES MODALITÉS DE LEUR EXÉCUTION :	24
11 : DISPOSITIONS PARTICULIÈRES A L'ACHÈVEMENT DU CHANTIER	25
11-1 REPLIEMENT DES INSTALLATIONS DE CHANTIER ET REMISE EN ÉTAT DES LIEUX :	25
11-2 CLAUSES ENVIRONNEMENTALES :	25
11-2-1 Déchets de chantier :	25
11-2-2 Chantier propre :	25
11-3 DOCUMENTS FOURNIS APRÈS EXÉCUTION :	26
12 : CONTRÔLES ET RÉCEPTION DES TRAVAUX	27
12-1 ESSAIS ET CONTRÔLES DES OUVRAGES EN COURS DE TRAVAUX :	27
12-2 RÉCEPTION :	28
12-2-1 Dispositions applicables à la réception :	28
12-2-2 Réception partielle ou prise de possession anticipée :	28
13 : GARANTIES DES PRESTATIONS	28
14 : ASSURANCES	28
15 : CLAUSES DE RÉEXAMEN	29
16 : DIFFÉRENDS ET LITIGE	29

<u>17 : RÉSILIATION.....</u>	<u>30</u>
<u>18 : REDRESSEMENT OU LIQUIDATION JUDICIAIRE.....</u>	<u>30</u>
<u>19 : DÉROGATIONS AU C.C.A.G APPLICABLE.....</u>	<u>30</u>

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

1 : OBJET DU MARCHÉ - DISPOSITIONS GÉNÉRALES DU CONTRAT

1-1 Objet du marché

Les stipulations du présent cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.) ont pour objet le remplacement du système de sécurité incendie de l'Espace Vivier Merle.

La description de l'ouvrage et des spécifications techniques sont indiquées dans le C.C.T.P.

Lieu d'exécution :

Espace Vivier Merle
53, boulevard Vivier Merle
69003 LYON

1-2 Mode de passation et forme du contrat

Le marché est un marché de travaux passé selon une procédure adaptée ouverte avec possibilité de négociation librement définie par l'acheteur, en application du Code de la commande publique, notamment des articles L. 2123-1, R. 2123-1, R. 2123-4 à R. 2123-5.

Ce marché comporte des clauses particulières d'exécution liées à l'environnement mais pas au domaine social.

Il s'agit d'un marché ordinaire, conclu à prix global et forfaitaire.

1-3 Décomposition du marché

1-3-1 Allotissement :

Conformément à l'article R. 2113-2 du Code de la Commande Publique, le présent marché n'est pas alloti, les prestations étant globales et homogènes.

1-3-2 Décomposition en tranches :

Ce marché ne fait pas l'objet d'une décomposition en tranches au sens des articles R. 2191-13 et R. 2191-14 du C.C.P

1-4 Variantes

Les variantes sont autorisées.

La réponse à la base reste obligatoire sous peine de nullité de l'offre et la variante proposée doit à minima proposer une amélioration, notamment au niveau du coût.

L'ensemble des dispositions de l'acte d'engagement et du C.C.A.P est intangible mais des variantes techniques peuvent être proposées à condition de respecter les niveaux minimaux de performances précisées au C.C.T.P

1-5 Représentations des parties

Les caractéristiques du titulaire du marché désigné dans le présent C.C.A.P. sous le nom "le titulaire" sont précisées à l'acte d'engagement.

Le titulaire est soit un candidat individuel, soit un groupement d'entreprises.

Les modalités spécifiques au groupement d'entreprises sont détaillées à l'article 1.8.1 du présent C.C.A.P.

En cas de groupement conjoint, il est précisé que le mandataire est solidaire des autres opérateurs du groupement dans les obligations contractuelles de celui-ci à l'égard du pouvoir adjudicateur, jusqu'à la date à laquelle ces obligations prennent fin.

Dès la notification du marché, le titulaire et le maître d'ouvrage désignent une personne physique habilitée à les représenter pour les besoins de l'exécution du marché et notifient cette désignation à l'autre partie.

Dans l'attente de cette désignation éventuelle et à défaut, les personnes physiques signataires de l'acte d'engagement sont seules habilitées à les engager.

D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par le titulaire et le maître d'ouvrage en cours d'exécution du marché.

Le maître d'ouvrage peut demander un changement d'interlocuteur ; ce changement doit alors être effectif sous deux semaines à compter de la demande.

1-6 Parties et intervenants à l'opération :

1-6-1 Maître d'ouvrage :

La maîtrise d'ouvrage est assurée par :

Direction Régionale des Finances Publiques Auvergne Rhône-Alpes et du département du Rhône
Division Immobilier, Sécurité et gestion des grands sites
3, rue de la Charité 69002 LYON

1-6-2 Assistance à Maîtrise d'ouvrage :

L'assistance à maîtrise d'ouvrage est assurée par :

Secrétariat Général
Service de l'immobilier et de l'environnement professionnel (SIEP)
Bureau Immobilier et Maîtrise d'Ouvrage (BIMO)
2, rue Charles Biennier 69002 LYON

1-6-3 Maîtrise d'œuvre :

La maîtrise d'œuvre est assurée par :

DB Ingénierie
Quadrant 4
485 rue des Valets 01120 MONTLUEL
tel : 04 74 34 90 18

1-6-4 Contrôle technique :

Les travaux du présent marché sont soumis au contrôle technique au sens de la loi du 4 janvier 1978 :

QUALICONSULT
Agence Clermont Ferrand
38 rue de Sarliève 63800 COURNON D'AUVERGNE
tel : 04 69 61 40 45

1-6-5 Coordination des mesures de prévention en matière de sécurité et protection de la santé (CSPS) :

APAVE INFRASTRUCTURES ET CONSTRUCTION FRANCE

4, rue des draperies 69450 SAINT CYR AU MONT D'OR

Les travaux ayant lieu en site occupé, le titulaire doit fournir au maître de l'ouvrage tous les renseignements nécessaires à l'élaboration du plan de prévention, conformément aux prescriptions du décret n° 92-158 du 20 février 1992.

Afin de prévenir tout risque d'accident, les responsables habilités des entreprises titulaires s'engagent à fournir toutes les informations et consignes utiles à tous les salariés des dites entreprises présentes sur le chantier.

- Informations données par le maître d'ouvrage au titulaire pendant l'exécution du marché :

Le maître d'ouvrage communique au titulaire toutes les informations et pièces dont il est destinataire et dont la connaissance est utile au titulaire pour l'exécution du présent marché.

Il s'agit notamment :

- De toute communication émanant des autorités ou services instruisant les dossiers de demandes d'autorisation ou d'agrément, en particulier, toute observation et toute demande de pièce complémentaire,
- De toute observation ou de tout document adressé directement au maître d'ouvrage par les autres intervenants.

- Informations données par le titulaire au maître d'ouvrage :

Le titulaire communique au maître d'ouvrage toutes les informations ou pièces dont il serait seul destinataire et dont la connaissance est utile au maître d'ouvrage.

- Confidentialité :

Le titulaire, ses salariés ou sous-traitants qui, à l'occasion de l'exécution du présent marché, ont reçu communication d'informations, de renseignements, documents ou objets quelconques, sont tenus de maintenir confidentielle cette communication.

Ces renseignements ou documents ne peuvent, sans autorisation écrite du Maître d'Ouvrage, être communiqués à d'autres personnes que celles qui ont qualité pour en connaître. Le titulaire s'interdit d'utiliser les documents qui lui sont confiés à d'autres fins que celles qui sont prévues au marché.

1-7 Réalisations de prestations similaires :

Le maître d'ouvrage se réserve la possibilité de confier au titulaire, en application de l'article R. 2122-7 du code de la commande publique, des marchés ayant pour objet la réalisation de prestations ou travaux similaires à celles qui lui sont confiées au titre du présent marché dans le cadre d'une procédure négociée sans publicité ni mise en concurrence.

La durée pendant laquelle ces nouveaux marchés pourront être conclus ne peut dépasser trois ans à compter de la notification du présent marché.

1-8 Cotraitance et sous-traitance :

1-8-1 Cotraitance :

Le groupement peut être solidaire ou conjoint.

Il est conjoint lorsque chacun des prestataires, membre du groupement, n'est engagé que pour la partie du marché qu'il exécute.

Il est solidaire lorsque chacun des prestataires est engagé pour la totalité du marché et doit pallier une éventuelle défaillance de ses partenaires.

La nature du groupement est précisée dans l'acte d'engagement.

L'un des prestataires, membre du groupement, est désigné dans l'acte d'engagement comme mandataire. Il représente l'ensemble des membres vis-à-vis du représentant du pouvoir adjudicateur et coordonne les prestations des membres du groupement. En cas de groupement conjoint, le mandataire sera solidaire pour l'exécution du marché.

Le mandataire représente l'ensemble des membres du groupement vis-à-vis du maître d'ouvrage, coordonne les prestations et veille à instaurer une bonne communication entre les membres du groupement et avec le maître d'ouvrage.

À ce titre, il reçoit mandat des membres du groupement pour :

► Remettre les offres initiales et complémentaires et de manière générale coordonner l'établissement de tous les documents contractuels, notamment :

- Faire signer le marché et les avenants par chacun des membres.

Ou

- Signer le marché et les avenants, si le mandataire dispose des pouvoirs nécessaires.

► Transmettre au maître d'ouvrage les demandes d'acceptation et d'agrément des conditions de paiement des sous-traitants émanant de chaque membre.

► Transmettre aux membres concernés du groupement les ordres de service et toutes instructions, notes, plans, directives, etc. émanant du maître d'ouvrage ou de son représentant.

► Remettre, au maître d'ouvrage, dans les conditions de forme et de délais prévus au marché, les documents dus au titre de ce marché et s'assurer de leur approbation.

Les projets de décomptes et les demandes d'acomptes qui sont transmis au maître d'ouvrage après sa vérification, sont revêtus de son visa pour accord et sont accompagnés, le cas échéant, de ses observations.

► Toute autre communication destinée au maître d'ouvrage est transmise : Par le membre du groupement concerné, à charge pour lui d'en informer préalablement le mandataire et les autres membres du groupement.

Le pouvoir adjudicateur impose que le mandataire du groupement conjoint est solidaire de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard de la personne publique, pour l'exécution du marché.

1-8-2 Sous-traitance :

Les conditions de l'exercice de la sous-traitance directe ou indirecte sont définies à l'article 3.6 du C.C.A.G. Travaux. L'entreprise sous-traitante devra obligatoirement être acceptée et ses conditions de paiement agréées par le maître d'ouvrage.

En cas de sous-traitance directe, le titulaire devra faire accepter le sous-traitant et agréer ses conditions de paiement conformément à la réglementation en vigueur. À cet effet, il présentera l'acte spécial de sous-traitance, dûment complété et signé en y joignant les pièces qui y sont demandées.

En cours d'exécution du marché, le titulaire produira également une attestation ou mainlevée du bénéficiaire d'une cession ou nantissement de créances lorsque l'une ou l'autre aura été effectuée.

Le montant des prestations du sous-traitant devra être présenté selon une décomposition en correspondance avec celle du marché du titulaire.

Conformément à l'article 3.6 du C.C.A.G. Travaux, le maître d'ouvrage notifiera, après signature, au titulaire et à chaque sous-traitant concerné, l'exemplaire de l'acte spécial qui lui revient.

Dès réception de cette notification, le titulaire du marché s'engage à faire connaître au maître de l'ouvrage le nom de la personne physique habilitée à représenter le sous-traitant et à faire connaître au maître d'œuvre le nom de la personne physique qui le représente pour l'exécution des prestations sous-traitées.

En cas de sous-traitance indirecte, les sous-traitants devront faire accepter leur sous-traitant indirect et agréer leurs conditions de paiement dans les mêmes conditions que l'acceptation du sous-traitant direct.

Un sous-traitant, quel que soit son rang, ne peut commencer à intervenir sur un chantier que sous réserve, d'une part, de cette acceptation et de cet agrément et, d'autre part, que ce sous-traitant ait adressé au coordonnateur de sécurité et protection de la santé des travailleurs, lorsque celui-ci est exigé par la loi, un plan particulier de sécurité et de protection de la santé, conformément à l'article L. 4532-9 du code du travail.

2 : PIÈCES CONTRACTUELLES

Pièces particulières :

Par dérogation à l'article 4.1 du C.C.A.G Travaux, les pièces constitutives du marché sont énumérées ci-dessous, par ordre de priorité décroissant :

- L'acte d'engagement et ses éventuelles annexes (répartition des paiements en cas de groupement le cas échéant, déclarations de sous-traitance éventuelles..)
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.) ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières C.C.T.P et les plans,
- L'offre de prix (D.P.G.F)
- Le planning remis par le titulaire et rendu contractuel après validation du maître d'œuvre et du maître d'ouvrage
- Le cadre du mémoire technique remis par l'entreprise et intégrant un descriptif détaillé des matériels
- les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants, postérieurs à la notification du marché

Pièces générales :

- Le Code de la Commande Publique entré en vigueur le 1^{er} avril 2019
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales (C.C.A.G) applicable aux marchés publics de travaux approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021
- l'ensemble des textes administratifs ou techniques auxquels, par sa nature, est soumise l'opération et visé dans le cahier des charges fonctionnel et le C.C.T.P.

En cas de contradiction entre leurs stipulations, les pièces contractuelles prévalent dans l'ordre de priorité prévu ci-dessus.

En cas de contradiction entre la pièce principale et son (ses) annexe(s), la pièce principale prévaut, à l'exception de l'éventuelle annexe à l'acte d'engagement relative à la mise au point du marché.

Les documents et correspondances relatifs au marché sont rédigés en langue française. Les exemplaires conservés par le pouvoir adjudicateur font seuls foi. Ces pièces seront appliquées dans leur version la plus récente intégrant ainsi les modifications qui pourraient être apportées.

() La DPGF engage contractuellement le titulaire sur le prix global et forfaitaire. En revanche, les quantités n'ont qu'une valeur indicative et servent pour l'établissement des situations mensuelles de travaux.*

Les différences éventuellement constatées, pour chaque nature d'ouvrage, ou chaque élément d'ouvrage entre les quantités réellement exécutées et les quantités indiquées dans la décomposition de ce prix ne peuvent conduire à une modification de ce prix.

3 : FORMES DES NOTIFICATIONS ET INFORMATIONS AU TITULAIRE

La notification au titulaire des décisions ou informations du pouvoir adjudicateur qui font courir un délai, est faite :

- soit directement au titulaire, ou à son représentant dûment qualifié, contre récépissé ;
- soit par échanges dématérialisés ou sur supports électroniques ;
- soit par tout autre moyen permettant d'attester la date de réception de la décision ou de l'information.

Cette notification peut être faite à l'adresse du titulaire mentionnée dans les documents particuliers du marché ou, à défaut, à son siège social, sauf si ces documents lui font obligation de domicile en un autre lieu.

En cas de groupement, la notification se fait au mandataire pour l'ensemble du groupement.

3-1 Ordres de service :

Par dérogation à l'article 18.1.1 du C.C.A.G. - Travaux, la période de préparation commencera à compter de la date de notification du marché valant ordre de service de démarrage.

Conformément à l'article 3.8.1 du C.C.A.G. - Travaux, les ordres de service sont écrits, datés, numérotés et notifiés par le maître d'œuvre ou le maître d'ouvrage. Le titulaire en accuse réception datée.

Un ordre de service comporte au moins :

- la référence au marché,
- la désignation des travaux (nature et quantité),
- le délai ou la date limite d'exécution.

Les ordres de service émis par le maître d'œuvre qui entraînent une modification du marché en termes de délai d'exécution, de durée ou de montant sont accompagnés du justificatif de la validation préalable par le maître d'ouvrage.

3-2 Connaissance des lieux et des prestations à effectuer :

Le titulaire doit, conformément aux dispositions légales ou réglementaires en vigueur à la date de notification du marché, le complet achèvement de tous les travaux suivant les règles de l'art et la parfaite utilisation de l'ouvrage.

Il reconnaît avoir une parfaite connaissance des lieux et de l'ouvrage dans la mesure où ces renseignements peuvent être raisonnablement obtenus lors de l'éventuelle visite des lieux et des études qui ont été faites par la maîtrise d'œuvre et qui sont à sa disposition, ainsi que de toutes les contraintes ou sujétions y afférent et avoir eu la possibilité d'effectuer ou de demander que soient effectués tous sondages ou reconnaissances de quelque nature que ce soit, nécessaires à l'exécution parfaite de ses prestations.

Il ne pourra arguer en aucune façon, de l'absence ou de l'insuffisance d'informations ou de renseignements postérieurement à la notification du marché pour s'exonérer de sa pleine et entière responsabilité dans l'exécution de ses obligations contractuelles.

Les conséquences des erreurs et carences du titulaire dans sa collecte des renseignements ne peuvent que demeurer à sa charge.

L'Entreprise est réputée :

- avoir pris connaissance du plan masse et de tous les plans et documents utiles à la réalisation des travaux, ainsi que des sites, lieux, terrains d'implantation des ouvrages, et de tous les éléments généraux et locaux en relation avec l'exécution des travaux susceptibles d'exercer une influence sur leur exécution,
- avoir apprécié exactement toutes les conditions d'exécution des ouvrages et s'être parfaitement et totalement rendu compte de leur nature, de leur importance et de leur particularité,

- avoir contrôlé toutes les indications des documents du dossier de consultation des entreprises, notamment celles données par les plans, dessins d'exécution, devis descriptif, s'être assurée qu'elles sont exactes, suffisantes et concordantes, s'être entourée de tous les renseignements complémentaires éventuels auprès du Maître d'œuvre, avoir pris connaissance des dispositions concernant le respect des règlements en matière d'isolation acoustique et d'isolation thermique.

3-3 Langue du marché :

L'ensemble des documents échangés (correspondances, notices, plans, etc.) et des dossiers de travail et de fin de chantier (D.O.E., D.I.U.O....) seront rédigés en langue française. Les réunions seront tenues en langue française.

Le titulaire est tenu de désigner une équipe d'encadrement ayant la maîtrise de la langue française.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française. S'ils sont rédigés dans une autre langue, ils doivent être accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

4 : DURÉE ET DÉLAI GLOBAL D'EXÉCUTION

4-1 Durée du marché :

Le marché est conclu à compter de sa date de notification (date de réception de la notification par le titulaire) jusqu'à la fin de la période de garantie biennale (d'une durée de 2 ans à compter de la réception des travaux).

La notification intervient par tout moyen permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception. L'avis de réception ou le reçu donné par le destinataire fait foi de la notification.

La notification du marché au titulaire vaut ordre de service de démarrage de la période de préparation du marché.

4-2 Délai global d'exécution :

Le délai global d'exécution prévisionnel est le suivant :

- 4 mois dont 1 mois estimé de période de préparation (par dérogation à l'article 28.1 du C.C.A.G. Travaux) et 3 mois estimés de période de réalisation des travaux.

Par dérogation à l'article 18.1.1 du C.C.A.G. travaux :

- la notification du marché vaut ordre de service de démarrage de la période de préparation ;
- les travaux débiteront à l'issue de la période de préparation (sans notification d'un ordre de service spécifique).

Le délai comprend les intempéries, les congés payés, le repliement des installations et la remise en état des lieux.

Le titulaire s'engage à respecter les délais sur lesquels il s'est lui-même engagé sur la base du planning remis au titre de son offre.

Le planning sera rendu contractuel sur décision du maître d'ouvrage et du maître d'œuvre, après ajustements lors de la période de préparation. Le planning définitif sera remis au titulaire par le maître d'œuvre, pour signature.

Des pénalités pourront être appliquées sur la base des échéances fixées dans ce dernier planning.

Le planning devra prendre en compte les délais nécessaires à l'approvisionnement des produits et équipements demandés.

Il est demandé, en sus des réunions prévues au C.C.T.P. et au cahier des charges fonctionnel, la présence du titulaire aux réunions qui seront fixées par le maître d'ouvrage aux échéances suivantes :

- 1) A la notification du marché,
- 2) A l'issue de la période de préparation et avant le démarrage des travaux,

- 3) A la moitié des travaux,
- 4) A la réception des travaux.

4-3 Prolongation des délais d'exécution :

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 18.2.1 du C.C.A.G.- Travaux.

Les prolongations de délais prévues par le C.C.A.G.-Travaux liées à des circonstances particulières (changement du montant des travaux, difficultés imprévues, ajournement, retard dans l'exécution préalable d'opérations préliminaires et intempéries) sont régies par l'article 18.2 .2 du C.C.A.G.

4-4 Contraintes liées aux intempéries :

Les dispositions de l'article 18.2.3 du C.C.A.G.-Travaux seront appliquées.

Les délais pourront faire l'objet de prolongation si les conditions météorologiques (température, neige, pluie) ne sont pas compatibles avec les conditions de mise en œuvre fixées par des textes réglementaires (DTU – avis technique). La constatation «journalière» doit être signalée au maître d'œuvre par courriel, le jour ou le phénomène est constaté avec copie au maître d'ouvrage.

L'entreprise ne pourra en aucun cas prétendre à une indemnité du fait de la prolongation des délais pour raison d'intempéries validées par le maître d'œuvre.

Pluie : 15mm entre 8h et 18h ;

Neige : 5 cm sur une journée Durée limite : 1 jour ;

Gel : - 2 °C à 10h pendant 2h ;

Vent : 50 Km/h au sol ;

Verglas : rendant impraticable le transport ;

Brouillard : visibilité 40m

Le lieu de constatation des intensités des phénomènes naturels est la station météorologique Météo France la plus proche de Lyon.

5 : RÉGIME FINANCIER

5-1 Contenu et caractéristiques des prix :

Les prestations faisant l'objet du marché seront réglées par application d'un prix global et forfaitaire tel qu'indiqué dans l'acte d'engagement et détaillé dans la D.P.G.F.

La décomposition du prix global et forfaitaire (D.P.G.F.) présente les prix unitaires ayant seuls une valeur contractuelle. Le titulaire s'engage à effectuer les travaux et prestations nécessaires pour le forfait proposé, quelles que soient les quantités livrées et exécutées.

Contenu des prix et mode d'évaluation des ouvrages

Le prix du marché est réputé établi en tenant compte :

- de l'ensemble des documents techniques ;
- des sujétions découlant des exigences techniques qui imposent une compatibilité des matériels avec la structure existante ;
- des sujétions découlant de la protection des ouvrages existants ;
- des sujétions découlant de la protection des matériels existants dans les zones adjacentes au chantier;

- des études et investigations menées en collaboration avec le service de maintenance de l'immeuble lors de la phase préparation du chantier ;
- des frais et sujétions découlant des exigences techniques des divers organismes de sécurité, de vérification et de contrôle technique ;
- des dépenses afférentes à l'intégration des dispositions légales et réglementaires en matière de sécurité et de protection de la santé ;
- des dépenses liées au respect de la réglementation en matière d'environnement ;
- des dépenses communes de chantier de l'ensemble des frais et sujétions afférents à l'opération tels que décrit dans la note programme ;
- des frais et sujétions découlant du maintien de l'activité des services dans l'immeuble où sont effectués les travaux ;
- du maintien en activité des services sans aucune coupure de production par la mise en place de zones de confinement ou pour le moins de protections des matériels et autres équipements ;
- des travaux en horaires décalés, le samedi, afin d'éviter les nuisances sonores, olfactives, la poussière ;
- du partage des circulations en particulier de la rue technique, stationnement limité aux livraisons des matériels et matériaux et à l'enlèvement des gravois ;
- des sujétions découlant de la nécessité de protéger les abords du chantier.

Les prix ne rémunèrent pas les dépenses afférentes à l'intervention du contrôleur technique, du coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé, du coordonnateur des systèmes de sécurité incendie, directement pris en charge par le maître de l'ouvrage.

Dépenses afférentes au chantier :

Dépenses d'entretien :

Pour le nettoyage de chantier :

- l'entrepreneur doit laisser le chantier propre et libre de tous déchets et gravois pendant et après l'exécution des travaux dont il est chargé,
- l'entrepreneur a la charge de l'évacuation de ses propres déchets et gravois jusqu'aux lieux de stockage fixés par le maître de l'ouvrage,
- l'entrepreneur a la charge du nettoyage, de la réparation et de la remise en état des installations qu'il a salies ou détériorées,
- l'entrepreneur a la charge dans le respect de la législation sur les déchets en vigueur, du tri, de l'enlèvement des emballages, déchets et gravois stockés et de leur transport aux décharges publiques.

Dépenses diverses :

L'entrepreneur a à sa charge, les dépenses indiquées ci-après :

- les frais de réparation et de remplacement des fournitures et matériels mis en œuvre et détériorés ou détournés dans les cas suivants :
 - . l'auteur des dégradations et des détournements ne peut être découvert,
 - . la responsabilité de l'auteur, insolvable, n'est pas couverte par un tiers.

Les ouvrages ou prestations seront réglés selon les stipulations de l'acte d'engagement en tenant compte notamment :

- des dépenses liées aux mesures particulières concernant la sécurité et la protection de la santé, de la notification du marché à l'expiration du délai de garantie de parfait achèvement et du délai de la garantie biennale des équipements.
- des dépenses liées aux mesures particulières concernant le tri, l'évacuation et l'élimination des déchets conformément à la législation en vigueur.
- des sujétions liées à l'intervention dans le contexte existant et particulier du chantier.
- des sujétions de protection des ouvrages existants conservés et de confinement des nuisances.

Les prix sont établis en considérant comme incluses toutes les sujétions normalement prévisibles dans les conditions de temps et de lieu où s'exécutent les travaux telles que visées à l'article 9.1 du C.C.A.G. Travaux. L'entrepreneur est réputé avoir pris connaissance des lieux et de tous les éléments afférents à l'exécution des travaux.

Le prix global et forfaitaire du marché porté à l'acte d'engagement du titulaire s'entend pour l'exécution, sans restriction ni réserve d'aucune sorte, de tous les ouvrages normalement inclus dans les travaux de sa spécialité, ou rattachés à ceux-ci par les documents de consultation et cela, dans les conditions suivantes :

- En cours d'exécution, le titulaire ne pourra se prévaloir d'aucune erreur ou omission figurant dans les pièces du marché pour refuser l'exécution des ouvrages nécessaires à l'achèvement complet des ouvrages ou pour remettre en cause les conditions de délais ou de prix.
- Le titulaire doit, tant au niveau des études que de l'exécution des ouvrages, respecter toute réglementation ou norme en vigueur applicable à ses prestations, alors même que cette réglementation ou norme n'est pas visée par les pièces contractuelles.
- Sauf exception explicitement mentionnée dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.) /Cahier des charges fonctionnel, le fait pour le titulaire d'effectuer soit la pose, soit l'installation d'un appareil ou d'un matériau, implique la fourniture de cet appareil ou de ce matériau, à neuf.
- Lorsque les documents contractuels contiennent des recommandations ou des suggestions quant à l'utilisation de certaines méthodes ou procédés de construction, le titulaire reconnaît qu'il emploie ces méthodes ou procédés de construction uniquement après s'être assuré de leur exactitude, de leur fiabilité et de leur adéquation aux circonstances.
- Il reconnaît avoir procédé à tous les calculs, vérifications, études et déterminations qu'il estime nécessaires, afin d'obtenir tous éclaircissements ou informations de toute nature.
- Sur la base de la définition et de la description des ouvrages, telles qu'elles figurent aux documents de consultation sans aucun caractère limitatif et quelles que soient les imprécisions, contradictions ou omissions que pourraient présenter ces pièces, le titulaire est réputé avoir prévu, lors de l'étude de son offre, et avoir inclus dans son prix toutes les modifications et adjonctions éventuellement nécessaires pour l'usage auquel ces ouvrages sont destinés (prestations annexes et détails nécessaires à une parfaite finition non décrits ou mentionnés dans les documents du marché).
- Les entreprises sont tenues de vérifier la justesse du quantitatif avant la remise de leur offre.

Aucune réclamation de l'entreprise ne pourra être prise en compte après la signature du marché.

Les dépenses supplémentaires imprévues que l'entrepreneur pourrait avoir à supporter en cours de chantier, par suite de l'application de ce principe, font partie intégrante de ces aléas et il lui appartient après étude des documents de consultation, d'estimer le risque correspondant et d'en tenir compte pour l'élaboration de son offre et le calcul de son prix.

5-2 Auto-liquidation :

Les dispositions de l'article 283-2 nonies du Code général des impôts relatives au régime d'auto-liquidation de la TVA dans le secteur du bâtiment et des travaux publics s'appliquent au présent contrat. Ainsi la TVA due au titre des travaux de construction réalisés par un sous-traitant est acquittée par le donneur d'ordre assujetti à la TVA. Donc, le sous-traitant déclare uniquement le montant hors taxe des prestations exécutées.

Le titulaire du marché doit attester du contrat passé avec son sous-traitant et de la nature des prestations sous-traitées justifiant l'auto-liquidation dans le DC4.

Les demandes de paiement transmises par le titulaire doivent revêtir la mention «autoliquidation» pour justifier de l'absence de collecte de la TVA par le sous-traitant.

5-3 Variation des prix :

Le présent marché est passé à prix ferme et actualisable (si un délai supérieur à trois mois s'écoule entre la date à laquelle le soumissionnaire a fixé son prix dans l'offre et la date de début d'exécution des prestations).

Mois d'établissement des prix :

Les prix du marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois qui précède celui de la date limite de réception des offres finales*. Ce mois est appelé mois zéro (Mo).

** Dans l'hypothèse où il aurait été procédé à des négociations avec les entreprises et que ces dernières auraient remis une nouvelle offre, la date limite de réception prise en compte pour définir le mois zéro sera celle de leur dernière offre (= offre finale).*

Index de référence :

L'index de référence I est distinct selon les lots, tel qu'il suit

BT47 Electricité

Base 2010

Actualisation de prix :

Les prix sont fermes et actualisables par application au prix du marché concerné d'un coefficient donné par la formule $C_n = I(d-3) / I_0$

dans laquelle :

- C_n : coefficient d'actualisation
- d : mois de la date de début d'exécution des prestations du marché (= date de démarrage de la période de préparation)
- I_0 : valeur de l'index prise au « mois zéro »
- $I(d-3)$: valeur de l'index de référence I à la date de début d'exécution des prestations (= d) moins 3 mois (sous réserve que la date du début d'exécution des travaux soit postérieure de plus de 3 mois au mois zéro).

5-4 Arrondis :

Lors de la mise en œuvre de la formule d'actualisation des prix, les calculs seront effectués avec au maximum deux décimales. Pour chacun des calculs, les arrondis seront traités de la manière suivante :

- Si la troisième décimale est comprise entre 0 et 4 (ces valeurs incluses), la deuxième décimale est inchangée (arrondi par défaut).
- Si la troisième décimale est comprise entre 5 et 9 (ces valeurs incluses), la deuxième décimale est augmentée d'une unité (arrondi par excès).

Le prix sera donc arrêté à deux décimales.

5-5 Application de la taxe à la valeur ajoutée :

Les montants des sommes versées au titulaire sont calculés en appliquant les taux de T.V.A. en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du Code Général des Impôts.

5-6 Travaux non prévus :

Les travaux non prévus sont les travaux pour lesquels le marché ne prévoit pas de prix. Ils sont évalués suivant les dispositions de l'article 13 du C.C.A.G – Travaux.

5-6-1 Travaux modificatifs :

En complément de l'article 13 du C.C.A.G - Travaux, il est précisé qu'au cours de l'exécution des travaux des fiches de travaux modificatifs peuvent être émises ;

Elles définissent :

- le fait générateur des travaux non prévus,
- la définition des travaux non prévus avec la limite des prestations de l'entreprise.

L'entreprise doit fournir dans le délai précisé par la fiche, qui ne peut être inférieur à 10 jours, un devis des travaux, celui-ci étant fondé sur les principes énoncés à l'art 5-5-3 du présent C.C.A.P.

En complément de l'article 13.5 du C.C.A.G -Travaux, le devis remis par l'entreprise et accepté par le représentant du pouvoir adjudicateur, vaut état supplémentaire de prix forfaitaires.

A l'issue de cette phase, l'ordre de service d'exécuter les travaux modificatifs est délivré dans les conditions prévues à l'article 13 du C.C.A.G - Travaux.

5-6-2 Dépassement du montant initial des travaux :

Par dérogation à l'article 14.4.3 du C.C.A.G. Travaux, lorsque les travaux exécutés atteignent leur montant contractuel, le titulaire ne peut poursuivre les travaux sans modification du marché préalable par conclusion d'un avenant ou sans avoir reçu une décision de poursuivre émanant du maître de l'ouvrage.

5-6-3 Règlement des travaux non prévus :

Le règlement des travaux ou fournitures non compris dans le prix forfaitaire global, et qui sont définis par des fiches de travaux modificatifs, est opéré de la manière suivante :

Prix d'unité :

Le prix des ouvrages non prévus dans le marché, mais de même nature que ceux figurant dans la décomposition de prix visée à l'article 5 du présent C.C.A.P, est calculé en utilisant les prix d'unité de cette décomposition. Le coût de ces ouvrages est éventuellement actualisé dans les mêmes conditions que les travaux prévus au marché (art. 5.2 ci-avant).

Prix débattus :

Dans l'hypothèse où les prix des ouvrages supplémentaires non prévus ne pourraient être assimilés à ceux des ouvrages figurant dans la décomposition de prix, ces prix sont librement débattus entre les parties s'il s'agit de travaux, ou réglés au déboursé réel affecté du coefficient 1,12 s'il s'agit de fournitures. Ces prix ne sont pas révisés.

6 : CLAUSE DE FINANCEMENT ET DE SÛRETÉ

6-1 Avance :

L'option retenue pour le calcul de l'avance est l'option B du C.C.A.G Travaux.

Une avance est accordée au titulaire, sauf indication contraire dans l'acte d'engagement, lorsque le montant initial du marché est supérieur à 50 000 € H.T. et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois.

Conformément à l'article B.10.1. du C.C.A.G. Travaux (option B), le montant de l'avance sera égal à 5 % du montant initial du marché, si la durée de son exécution est égale ou inférieure à un an.

Si ce délai est supérieur à un an, le montant de l'avance est fixé à 5 % d'une somme égale à douze fois le montant initial - toutes taxes comprises - du marché, divisé par cette durée exprimée en mois.

Si le titulaire du marché ou son sous-traitant admis au paiement direct est une petite ou moyenne entreprise mentionnée à l'article R. 2151-13, le taux minimal de l'avance est porté à 10%.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65 % du montant toutes taxes comprises du marché. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80 %.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

En cas de groupement d'opérateurs économiques, la part de l'avance est rapportée au montant des prestations individualisées par membre, et le taux de l'avance est déterminé au regard de la taille d'entreprise de chacun des membres. À défaut, l'avance est versée sur le compte du groupement ou du mandataire qui aura la charge de la répartir entre les membres du groupement.

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions que celles applicables au titulaire du marché, avec les particularités détaillées aux articles R. 2191-6, R. 2193-10 et R. 2193-17 à R. 2193-21 du Code de la Commande Publique.

6-2 Garantie financière de l'avance :

Il sera exigé une garantie à première demande en contrepartie de l'avance, sauf si le titulaire est un organisme public. La garantie demandée en contrepartie du versement de l'avance couvrira la totalité de celle-ci.

L'acheteur n'accepte pas qu'une caution personnelle et solidaire remplace la garantie à première demande.

Les sûretés seront libérées à la fin de la résorption de l'avance.

6-3 Retenue de garantie :

Une retenue de garantie de **5 % du montant initial du marché** (augmenté le cas échéant du montant des avenants) sera constituée.

Cette retenue de garantie sera prélevée sur le montant de chaque acompte par le comptable assignataire des paiements.

Le titulaire pourra remplacer la retenue de garantie par une garantie à première demande.

L'acheteur n'accepte pas de caution personnelle et solidaire.

Dans l'hypothèse où la garantie ne serait pas constituée ou complétée, dans ce délai, la fraction de la retenue de garantie correspondant à l'acompte est prélevée. La mise en œuvre de la retenue de garantie est encadrée par les articles R. 2191-34 à R. 2191-42 du Code de la commande publique.

7 : RÈGLEMENT DES COMPTES

Le règlement des comptes se fait par des acomptes mensuels et un solde établi et réglé comme il est indiqué à l'article 12 du C.C.A.G.- Travaux précisé ou modifié comme suit.

Les travaux seront constatés et réglés à l'avancement des travaux au pourcentage des quantités de travaux exécutés pour les marchés à prix forfaitaire. Le solde sera réglé à l'achèvement de l'ouvrage.
Le titulaire transmet ses demandes de paiement par tout moyen permettant de donner date certaine.

7-1 Présentation des factures au format dématérialisé :

Conformément au décret 2019-748 du 18 juillet 2019 concernant la facturation électronique dans la commande publique, l'utilisation de la facture électronique est obligatoire et exclusive de tout autre mode de transmission. Le dépôt d'une facture électronique sur CHORUS PRO ne doit pas être doublé de l'envoi d'une facture papier.

Dépôt des factures sur CHORUS PRO

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués sur le portail de facturation selon les modalités techniques, fixées par arrêté, garantissant leur réception immédiate et intégrale et assurant la fiabilité de l'identification de l'émetteur, l'intégrité des données, la sécurité, la confidentialité et la traçabilité des échanges. Si le mode de transmission se fait en dehors du portail, l'acheteur public doit rejeter la facture transmise en avertissant l'entreprise au préalable et l'invitant à utiliser « Chorus ».

Conformément à l'article 1 du décret n°2016-1478 relatif au développement de la facturation électronique, les factures déposées sur CHORUS PRO doivent comporter, outre les mentions légales, les mentions suivantes :

- les noms, n° Siret et adresse du créancier
- le numéro de son compte bancaire ou postal tel qu'il est précisé à l'acte d'engagement
- le numéro d'engagement juridique et la date du marché
- la date d'exécution des travaux
- le pourcentage d'avancement des travaux
- le montant hors T.V.A. des travaux
- le montant TTC des travaux
- la date de facturation

7-2 Demande de paiement :

7-2-1 Demande de paiement d'acomptes :

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 12-2 du C.C.A.G Travaux. Les acomptes seront versés mensuellement.

7-2-2 Demande de paiement final :

Par dérogation à l'article 12.3.2 du C.C.A.G. Travaux, le titulaire transmet au maître d'œuvre et au maître d'ouvrage son projet de décompte final à compter de la plus tardive de ces dates :

- date de notification de la décision de réception selon les dispositions de l'article 12.3.2 du C.C.A.G.,
- date de remise des documents demandés en application de l'article 40 du C.C.A.G.-Travaux et du présent C.C.A.P.,
- date d'application de la retenue définitive dans les conditions définies ci-dessous.

Par dérogation à l'article 12.4.4 du C.C.A.G. Travaux :

- L'acheteur disposera d'un délai de 30 jours à compter de la réception du projet de décompte général signé par le titulaire pour lui notifier le décompte général.
- Lorsque le titulaire notifie au représentant de l'acheteur, avec copie au maître d'œuvre, un projet de décompte général signé, il indique expressément dans son envoi vouloir faire application des dispositions de l'article 12.4.4 du

C.C.A.G.-Travaux et qu'en l'absence de notification du décompte général par le maître d'ouvrage dans un délai de 30 jours de la réception des documents, le décompte général deviendra tacitement le décompte général et définitif. À défaut de cette indication, en l'absence de notification du décompte général dans ce délai, le décompte général signé par le titulaire ne pourra devenir le décompte général et définitif.

7-2-3 Réception avec réserve :

Par dérogation à l'article 12.4.2 du C.C.A.G. Travaux, lorsque la réception est prononcée avec réserves et que les réserves ne sont pas levées au moment de l'établissement du décompte général, le maître d'ouvrage ne signe le projet de décompte général qu'après la levée de la dernière des réserves.

Dans le cas où la levée des réserves est confiée à une autre entreprise, la signature du projet de décompte général n'interviendra qu'après règlement définitif du nouveau du marché. Il intégrera le montant des sommes engagées pour la réalisation des travaux nécessaires à la levée des réserves à la réception.

Le projet de décompte général devenu le décompte général est notifié au titulaire par le maître d'ouvrage à la plus tardive des dates ci-après :

- 30 jours à compter de la levée de la dernière des réserves.
- 30 jours à compter du règlement définitif du nouveau du marché.

7-2-4 Paiement des cotraitants et des sous-traitants :

Les paiements sont répartis entre le titulaire, les cotraitants ou sous-traitants payés directement comme indiqué dans l'acte d'engagement et son annexe en cas de besoin.

En cas de cotraitance, seul le mandataire du groupement est habilité à présenter les demandes de paiement.

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations.

En cas de groupement solidaire, il sera procédé à un règlement séparé de chacun des cotraitants, si la répartition des paiements est identifiée dans l'acte d'engagement. Le mandataire du groupement indique dans chaque demande de paiement qu'il transmet au donneur d'ordre la répartition des paiements pour chacun des cotraitants. L'acceptation d'un règlement à chacun des cotraitants solidaires ne saurait remettre en cause la solidarité des cotraitants.

Les règlements des sous-traitants ayant droit au paiement direct s'effectueront dans les conditions prévues aux articles R. 2193-10 à R. 2193-16 du Code de la commande publique.

En complément de l'article 12.1.7 du C.C.A.G. Travaux, le titulaire transmet avec sa demande de paiement la copie des factures des sous-traitants acceptées, complétées ou rectifiées par lui.

Le paiement des factures du sous-traitant sera effectué par l'acheteur sur la base de l'acceptation totale ou partielle de la facture du sous-traitant, l'acheteur procédera au paiement des factures sur la base de la demande qui lui aura été adressée par le sous-traitant. Ces dispositions sont applicables aux demandes de paiement en cours du marché et pour solde du contrat de sous-traitance.

Les dispositions de l'article 283-2 du Code Général des Impôts relatives au régime d'auto-liquidation de la TVA dans le secteur du bâtiment et des travaux publics s'appliquent au présent contrat. Ainsi, la TVA due au titre des travaux de construction réalisés par un sous-traitant est acquittée par le donneur d'ordre assujetti à la TVA. Donc, le sous-traitant déclare uniquement le montant hors taxe des prestations exécutées.

Le titulaire du marché doit attester du contrat passé avec son sous-traitant et de la nature des prestations sous-traitées justifiant l'auto-liquidation dans le DC4.

Les demandes de paiement transmises par le titulaire doivent revêtir la mention « auto-liquidation » pour justifier de l'absence de collecte de la TVA par le sous-traitant.

7-3 Délai global de paiement et intérêts moratoires :

Les ouvrages ou prestations faisant l'objet du marché seront réglés après vérification du service fait et après exécution complète des travaux facturés.

Le paiement s'effectue par mandat administratif.

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 30 jour(s) à compter de la réception de la demande d'acompte par le maître d'œuvre ou, pour le solde, à compter de la date de réception du décompte général et définitif par le maître d'ouvrage.

Le dépassement de ce délai global de paiement ouvre de plein droit et sans formalité pour le titulaire, le bénéfice d'intérêts moratoires.

Conformément au décret n°2013-269 du 29 mars 2013, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

8 : PÉNALITÉS

Par dérogation aux articles 19.2.1, 19.2.2, 19.2.4 et 52.1 du C.C.A.G.-Travaux, les pénalités sont dues dès le 1er euro sans mise en demeure préalable, du simple fait de la constatation du retard par le maître d'œuvre.

8-1 Retard dans l'exécution des travaux :

En cas de retard dans l'exécution des travaux par rapport aux échéances du planning contractualisé, une pénalité journalière est opérée, dans les conditions stipulées à l'article 19.2.3 du C.C.A.G.-Travaux sur les sommes dues au titulaire.

Par dérogation à l'article 19.2.3 du C.C.A.G.-Travaux, le montant de cette pénalité est fixé comme suit : **1/100e du montant du marché par jour calendaire de retard.**

8-2 Retards dans la remise de documents à fournir avant, au cours et après exécution :

Avant exécution des travaux

En cas de retard dans la remise des documents d'exécution nécessaires durant la période de préparation, une pénalité journalière sera opérée.

Le montant de cette pénalité est fixé à **50 € par jour calendaire de retard.**

Cette pénalité journalière s'applique tant que l'intégralité des documents prévus n'est pas remise à la personne publique et démarre à l'expiration du délai prévu pour la période de préparation.

Pendant l'exécution des travaux

En cas de retard dans la remise des documents attendus en cours de travaux sur demande du maître d'œuvre, une pénalité journalière sera opérée.

Le montant de cette pénalité est fixé à **50 € par jour calendaire de retard.**

Cette pénalité journalière s'applique tant que l'intégralité des documents prévus n'est pas remise à la personne publique et démarre à l'expiration du délai prévu.

Après l'exécution des travaux

L'ensemble des documents prévus à cet article sera remis dans les conditions de l'article 40 du C.C.A.G.-Travaux et conformément aux prescriptions du C.C.T.P / du cahier des charges fonctionnel.

En cas de retard dans la remise de ces documents, une pénalité journalière de **100 € par jour calendaire de retard** sera appliquée tant que l'intégralité de ces documents ne sera pas remise.

8-3 Réunions de chantier :

En cas d'absence non excusée d'un représentant qualifié de l'entreprise à la réunion de chantier, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire fixée à **100 € par occurrence**.

8-4 Hygiène et sécurité :

Sanctions pour non-respect des conditions d'hygiène et de sécurité, dans le cas de :

- non-présentation d'un sous-traitant avant son intervention,
- non-respect des convocations, consignes, notifications du Registre Journal,
- non-respect des exigences concernant la mise en place des locaux vestiaires et armoires, la restauration sur le chantier...,
- présence de personnes non déclarées,
- carence de protection efficace de zones d'intervention et isolement de la zone de chantier (notamment vis-à-vis des équipements maintenus en exploitation...), des matériels de chantier, permis feu, etc...
- et plus généralement, non-respect de la réglementation en la matière, le montant de la sanction prévue est de **500 € par défaillance**.

8-5 Non repliement ou non respect de la sécurité des lieux ou de la propreté du chantier :

Lorsque le titulaire n'a pas replié les installations de chantier et/ou remis en état les lieux dans le délai imparti, ces prestations seront mises en œuvre à ses frais, sans préjudice d'une pénalité journalière qui lui sera opposable de **1000 € par jour calendaire de retard**.

8-6 Défauts de balisage ou non-respect de propreté du chantier :

Une pénalité de **200 € par jour calendaire de retard** sera appliquée en cas d'absence de balisage ou de non-respect de la sécurité des lieux ou de la propreté du chantier.

8-7 Pénalités pour sous-traitance non déclarée :

Le titulaire encourt une pénalité de **1/3000^{ème} du montant du marché par jour calendaire de retard**, pour toute sous-traitance constatée sur le chantier n'ayant pas fait l'objet au préalable d'une acceptation du représentant du pouvoir adjudicateur et de l'agrément de ses conditions de paiement. Cette pénalité fait l'objet d'une décision du représentant du pouvoir adjudicateur notifiée par ordre de service sans mise en demeure préalable.

8-8 Pénalités pour retard lors de la réception des travaux :

Dans le cas où la réception est assortie de réserves, si le titulaire ne remédie pas aux malfaçons dans le délai fixé par le représentant du pouvoir adjudicateur, une pénalité égale à **1/100^e du montant du marché par jour calendaire de retard** sera appliquée.

8-9 Pénalités pour travail dissimulé :

Si le titulaire du marché ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du Travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité correspondant à **10 % du montant TTC du marché**.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

9 : PROVENANCE, VÉRIFICATION, PRISE EN CHARGE ET IMPLANTATION DU OU DES OUVRAGES

9-1 Provenance, qualité et prise en charge des matériaux et produits :

Le cas échéant, le C.C.T.P. fixe la provenance de ceux des matériaux, produits et composants de la construction dont le choix n'est pas laissé à l'entrepreneur ou n'est pas déjà fixé par le C.C.T.G. ou déroge aux dispositions dudit C.C.T.G.

Le titulaire est tenu de mettre à la disposition du maître d'œuvre les documents assurant la traçabilité de tous les produits et matériaux mis en œuvre préalablement à leur mise en œuvre.

9-2 Vérifications, essais et épreuves des matériaux et produits :

Le C.C.T.P. et le cahier des charges fonctionnel définissent les éventuels compléments et dérogations à apporter aux dispositions du C.C.A.G. et du C.C.T.G. concernant les caractéristiques et qualités des matériaux, produits et composants de construction à utiliser dans les travaux, ainsi que les modalités de leurs vérifications, essais et épreuves, tant qualitatives que quantitatives, sur le chantier.

Les vérifications, essais et épreuves sont réalisés par un laboratoire ou un organe de contrôle, agréé par le maître de l'ouvrage, à la charge du titulaire.

Le C.C.T.P. et le cahier des charges fonctionnel précisent les matériaux, produits et composants de construction devant faire l'objet de vérifications ou de surveillance de la fabrication, dans les usines, magasins ou carrières de l'entrepreneur.

Le maître d'ouvrage sur proposition du maître d'œuvre peut décider de faire exécuter des essais et vérifications en sus de ceux définis par la consultation :

- s'ils sont effectués par l'entrepreneur, ils lui seront rémunérés conformément aux dispositions de l'article 13 du C.C.A.G. Travaux.
- s'ils sont effectués par un tiers, ils seront réglés par le maître d'ouvrage.

10 : PRÉPARATION ET EXÉCUTION DES TRAVAUX

10-1 Période de préparation, programme d'exécution des travaux :

Par dérogation à l'article 28.1 du C.C.A.G. Travaux, il est fixé une période de préparation prévisionnelle de **1 mois** compris dans le délai global d'exécution du marché. Cette période débute à compter de la date de notification du marché valant ordre de service de démarrage des travaux.

Un programme d'exécution des travaux, accompagné du projet des installations du chantier et des ouvrages provisoires est établi et présenté au visa du maître d'œuvre, par les soins du titulaire.

La liste de l'ensemble des documents à fournir lors de la période de préparation est indiquée dans le CCTP et le cahier des charges fonctionnel.

Il est procédé, au cours de cette période, aux opérations décrites ci-dessous.

Par les soins du maître d'œuvre et en concertation avec la maîtrise d'ouvrage

- Délivrance des autorisations d'accès au site ;

- Désignation des lieux de dépôts provisoires des matériels et matériaux ;
- Moyens et installations mis à disposition ;
- Approbation du calendrier détaillé d'exécution ;

Par les soins du titulaire / des entrepreneurs

Documents soumis au visa du maître d'œuvre

- Établissement et présentation au visa du maître d'œuvre du programme d'exécution des travaux, conformément à l'article 28.2 du C.C.A.G.-Travaux
- Établissement et présentation au visa du maître d'œuvre des documents énumérés dans le CCTP et le cahier des charges fonctionnel ;
- Réalisation de la déclaration d'intention de commencement de travaux (D.I.C.T) dans les délais nécessaires à l'intervention de l'entreprise et/ou de ses sous-traitants, le cas échéant.

Par dérogation à l'article 28.2.2 dernier alinéa du C.C.A.G.-Travaux, les travaux ne peuvent pas commencer avant l'obtention du/des visa(s) expresse du maître d'œuvre.

Documents non soumis au visa du maître d'œuvre

- Fourniture des copies des contrats d'assurance et attestations demandées dans le présent C.C.A.P.
- Cette obligation est applicable à chaque entrepreneur, cotraitant, sous-traitant et travailleur indépendant.

Plan de prévention

Avant toute intervention sur site, un plan de prévention sera rédigé entre le Titulaire et le Pouvoir Adjudicateur.

10-2 Plans d'exécutions, notes de calcul, études de détails :

Il est précisé que le maître d'œuvre n'est pas chargé des études d'exécution des ouvrages.
Les études d'exécution seront réalisées par le titulaire.

Les documents suivants sont à fournir :

- Les caractéristiques des équipements,
- L'emplacement des équipements,
- Les marques, références et type de matériels utilisés,
- Toutes indications nécessaires à la bonne compréhension des installations,
- Les certificats et procès-verbaux de conformité des matériels mis en œuvre,
- La fiche technique de chaque matériel et équipement avec procès-verbaux,
- Les carnets de câbles et notes de calculs,
- Le schéma électrique des armoires créées ou modifiées,
- Toutes les notes de calculs, électricité, sélectivité, lcc, chute de tension,...

Les plans d'exécution des ouvrages et les spécifications détaillées sont établis par l'entrepreneur et soumis avec les notes de calculs correspondantes au visa du maître d'œuvre et du contrôleur technique préalablement à la réalisation des travaux dans les conditions définies à l'article 29 du C.C.A.G Travaux.

À cet effet, deux exemplaires des documents sont à remettre à chacun d'eux. Ceux-ci doivent les adresser en retour à l'entrepreneur avec leur accord ou leurs observations éventuelles au plus tard dix jours après la réception des documents.

Le titulaire a parfaitement pris connaissance de l'ensemble des pièces techniques sur la base desquelles il a élaboré son offre.

Il admet que l'ensemble des études complémentaires, permettant la parfaite réalisation des travaux, procède des études d'exécution à sa charge.

Il constate que les documents qui lui ont été ainsi remis lui permettent de procéder aux études d'exécution qui lui incombent, sans pouvoir élever une quelconque réclamation relative à la qualité ou au caractère suffisant de ces documents.

10-3 Installation et organisation du chantier :

10-3-1 Accès au site :

Le titulaire est responsable de son personnel qui doit se conformer à tous les règlements généraux et particuliers applicables aux sociétés intervenant dans les bâtiments (établissement recevant du public, code du travail, hygiène, sécurité incendie..)

Contrôle d'accès :

Le titulaire doit fournir, à chacun de ses salariés amenés à intervenir sur le chantier dans le cadre du présent marché un badge mentionnant son identité avec sa photographie et le nom de la société. Toute personne se présentant sans son badge se verra interdire l'accès au chantier.

Une liste du personnel devra être déposée au gestionnaire du site et tenue à jour pendant la durée des travaux.

10-3-2 Transport et emballages :

Le transport s'effectue, sous la responsabilité du titulaire du marché, jusqu'au lieu de livraison désigné par le Maître d'Ouvrage.

Le conditionnement, le chargement, l'arrimage et le déchargement sont effectuées sous la responsabilité du titulaire du marché.

La qualité des emballages doit être appropriée aux conditions et modalités de transport et relève de la responsabilité du titulaire.

10-3-3 Installation de chantier :

Conformément à l'article 31-1 du C.C.A G Travaux, le titulaire supporte toutes les charges relatives à l'établissement et à l'entretien de ses installations de chantier.

10-3-4 Signalisation de chantier :

La signalisation de chantier doit respecter les instructions réglementaires en la matière.

10-4 Dommages divers causés par la conduite des travaux ou les modalités de leur exécution :

En complément de l'article 35 du C.C.A.G. Travaux, le titulaire supporte seul les conséquences pécuniaires des dommages de toute nature qui pourraient être causés à des tiers, y compris ses sous-traitants et les autres entreprises intervenant sur le même chantier, du fait de la réalisation des travaux et prestations objet du marché.

La réception, prononcée avec ou sans réserve, ne fait pas obstacle à ce qu'un recours puisse être exercé à l'encontre du titulaire, en cas de réclamation auprès du maître d'ouvrage en raison de tous dommages matériels, immatériels et/ou corporels subis par des tiers, même si au jour de la réception lesdits dommages ne sont ni apparents ni connus.

11 : DISPOSITIONS PARTICULIÈRES A L'ACHÈVEMENT DU CHANTIER

11-1 Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux :

Le repliement des installations de chantier et la remise en état des terrains et des lieux sont compris dans le délai d'exécution. À la fin des travaux, le titulaire doit donc avoir fini de procéder au dégagement, nettoyage et remise en état des emplacements qui auront été occupés par le chantier.

En fin de travaux et afin de livrer les locaux en parfait état de propreté, l'entrepreneur procédera au nettoyage général de tous les locaux.

Sa prestation comprendra :

- Nettoyage de tous les ouvrages de menuiseries intérieures,
- Nettoyage des plinthes de toutes natures,
- Nettoyage des appareils, etc.
- Nettoyage des appareillages d'électricité,
- Nettoyage et vérification du fonctionnement des éléments de quincaillerie,
- Nettoyage de tous les ouvrages intérieurs :
 - menuiseries,
 - parements,
 - ventilation,
 - parements en tôle,
 - vitrage,
 - balayage de tous les locaux,
 - dépoussiérage général.

11-2 Clauses environnementales :

11-2-1 Déchets de chantier :

Gestion des déchets de chantier :

Les déchets de chantier sont gérés conformément aux dispositions de l'article 36 du C.C.A.G - Travaux

Le titulaire communique au maître d'ouvrage, pendant la période de préparation du marché ou à défaut dans un délai de deux mois à compter de sa notification, un schéma d'organisation et de gestion des déchets précisant notamment la méthode de prévention de la production des déchets, la méthode de tri, les installations de valorisation, de traitement et d'élimination des déchets, la traçabilité des déchets, les moyens humains mobilisés sur la thématique des déchets et notamment la personne qui sera désignée responsable des déchets ainsi que les mesures de sensibilisation du personnel.

En cas de manquement du titulaire à ses obligations, les déchets non enlevés peuvent être transportés d'office, à ses frais.

Aux fins de contrôle et de suivi, le titulaire assure la traçabilité des déchets conformément à ce qu'il aura présenté dans son offre. Le titulaire doit être en mesure, à tout moment, de justifier la traçabilité de ses déchets.

11-2-2 Chantier propre :

Les mesures particulières destinées à protéger l'environnement du chantier font l'objet de la part du titulaire de l'établissement d'un plan d'assurance environnement. Il tient compte notamment des prescriptions qui suivent :

- Il prend toutes les mesures utiles pour prévenir et interdire les souillures et pollutions de toutes natures tant atmosphériques que terrestres ou aquatiques, notamment en dehors des emprises de chantier ;
- Il a à sa charge les moyens techniques mis en œuvre pour respecter les règlements en vigueur relatifs aux limitations des nuisances et des pollutions des eaux ;

Documents fournis après exécution - Dossier des ouvrages exécutés (D.O.E)

Au plus tard lorsque le titulaire demande la réception :

les notices techniques (définition, typologie, caractéristiques des appareils, matériels et matériaux utilisés); les notices de fonctionnement et d'entretien de ces mêmes matériels sous la forme d'un plan d'entretien (durée de vie, fréquence de renouvellement), installations soumises au contrôle technique.

Au plus tard le jour des opérations préalables à la réception :

L'entreprise devra fournir, son dossier D.O.E au Maître d'Ouvrage, à la réception des travaux, établi comme suit :

Contenu du DOE :

Le D.O.E devra comprendre, a minima, les documents suivants :

- L'ensemble des plans et des schémas d'exécution «certifié conforme» à la réalisation de son installation.
 - Les consignes détaillées de fonctionnement de l'installation permettant à toute personne chargée de la maintenance d'intervenir sans erreur ni omission, ainsi que les garanties sur les dif- Il fait son affaire pour ses propres installations des formalités qu'imposent les textes. Les rejets dans les réseaux d'écoulement existants des produits de lavage des engins, des produits de vidange, de lubrifiants ou de carburants sont formellement interdits. Tout rejet d'hydrocarbures est interdit, les produits de vidange doivent être recueillis et évacués en fûts fermés. De même, tout déversement de déchets liquides ou solides, même inertes (terres, boues, ...) est pros crit.
- Le titulaire signale au maître d'œuvre tout incident, voire toute difficulté susceptible d'entraîner une nuisance passagère, dont il précise la durée et l'importance.
- Les engins de chantier équipés d'un moteur à explosion ou à combustion interne, les groupes moto compresseurs, les brise-béton et marteaux piqueurs, les groupes convertisseurs de soudage, les groupes électrogènes de puissance, doivent être conformes à un type homologué tel que défini dans les arrêtés ministériels concernant les niveaux sonores aériens émis par les engins de chantier

11-3 Documents fournis après exécution :

Le titulaire remet au maître d'œuvre, dans le délai défini ci-dessous, les éléments constitutifs du D.O.E. et les éléments nécessaires à l'établissement du D.I.U.O. qui le concerne.

Par dérogation à l'article 40 du C.C.A.G. Travaux, l'ensemble des documents à remettre après exécution doivent être remis au maître d'œuvre au moins 7 jours avant la réception des ouvrages. férents matériels mis en œuvre.

- La documentation spécifique de l'ensemble du matériel installé.
- L'état des interventions obligatoires à prévoir dans le contrat de maintenance, avec leur périodicité.
- Une liste des pièces de rechange de première nécessité à approvisionner, ainsi que la nomenclature de tous les appareils mis en œuvre (marques et caractéristiques des appareils, notices de fonctionnement et d'entretien)
- Les notes de calcul.
- Le procès-verbal d'essais des matériels conformément aux normes et décrets en vigueur

Présentation du DOE :

Le D.O.E devra obligatoirement être présenté de la manière suivante :

- 1 sommaire général reprenant l'ensemble des plans, notices et documents techniques constitutifs des DOE du poste technique concerné
- 1 classeur compilant l'ensemble des pièces du D.O.E
- 1 classeur compilant l'ensemble du dossier de maintenance

Chacun des documents devra être identifié par le cartouche normalisé de l'opération, portant les indications suivantes :

nom et numéro du document, échelle, repère (niveau, zone, bâtiment), numéro et nom du Poste Technique concerné.

Nombre d'exemplaires :

Les D.O.E devront être remis, en :

- 3 exemplaires papier
- 1 exemplaire numérique sur clé USB (identifié également par un cartouche reportant les mêmes indications que données ci-dessus)

Nota important : tous les documents (plans, notices, PV...) devront être numérisés et remis sur l'exemplaire numérique (y compris le sommaire), suivant la même nomenclature et le même ordonnancement que les exemplaires papiers.

Sur la clé USB, les plans devront obligatoirement être fournis aux formats .PDF et .DWG (autocad). Les Notices et Documents Techniques devront être fournis au format .PDF.

Dossier de maintenance :

L'entrepreneur doit remettre dans les mêmes conditions que le dossier des ouvrages exécutés (3 exemplaires + 1 ex sur clé USB) :

- la liste détaillée des pièces de rechange nécessaires à la maintenance courante,
- le procès-verbal d'essais des matériels conformément aux normes et décrets en vigueur,
- les notices constructeurs,
- l'état des interventions obligatoires à prévoir, avec leur périodicité,
- la documentation utilisateur « notices d'exploitation, d'entretien et de dépannage »,
- l'ensemble des fiches techniques

TOUS CES DOCUMENTS SERONT REGROUPES DANS DES CLASSEURS

Un premier exemplaire sera à transmettre 2 semaines avant la réception afin d'anticiper une éventuelle mise à jour. Il est évident que certains essais en cours ne pourront être présents dans ce premier exemplaire de D.O.E

Dans le mois suivant la réception :

Les plans et autres documents conformes à l'exécution, liés au format normalisé A4.

Dans tous les cas, les documents remis après exécution doivent correspondre aux prestations réellement exécutées, être approuvés et visés par le maître d'ouvrage.

12 : CONTRÔLES ET RÉCEPTION DES TRAVAUX

12-1 Essais et contrôles des ouvrages en cours de travaux :

Les essais et contrôles d'ouvrages ou parties d'ouvrages sont prévus par les fascicules intéressés du C.C.T.G. et le C.C.T.P / cahier des charges fonctionnel et sont compris dans les prix du marché.

Les dispositions de l'article 24.4 du C.C.A.G. Travaux et de l'article relatif aux essais et vérifications à effectuer sur les matériaux et produits mis en œuvre sont applicables aux essais et contrôles objet du présent article.

Le maître d'ouvrage se réserve le droit de faire effectuer des essais et contrôles en sus de ceux définis par le présent marché. Les premiers essais supplémentaires, définis par le maître d'œuvre et le maître d'ouvrage, seront à la charge du maître d'ouvrage. Tous les suivants qui s'avèreraient nécessaires, les précédents n'étant pas satisfaisants, seront à la charge de l'entreprise ; le programme étant dans chaque cas défini par les maîtres d'œuvre et d'ouvrage, de même que l'organisme chargé de les réaliser.

12-2 Réception :

12-2-1 Dispositions applicables à la réception :

La réception a lieu à l'achèvement de l'ensemble des travaux dans les conditions de l'article 41 du C.C.A.G.-Travaux et conformément aux dispositions du C.C.T.P. / cahier des charges fonctionnel.

Notamment, le titulaire devra réaliser la formation des personnels d'exploitation.

Le titulaire avise le pouvoir adjudicateur et le maître d'œuvre de la date à laquelle ses travaux sont ou seront considérés comme achevés : le maître d'œuvre aura à charge de provoquer les opérations de réception lorsque l'ensemble des travaux sera achevé.

Lorsque la réception est assortie de réserves, le titulaire doit remédier aux imperfections et malfaçons correspondantes dans le délai fixé par le représentant du pouvoir adjudicateur. En cas de non-respect de ces délais une pénalité journalière sera appliquée.

Au cours de la Garantie de parfait achèvement et si de nouveaux désordres sont signalés par le représentant du pouvoir adjudicateur par voie de notification écrite, des délais seront fixés d'un commun accord par le représentant du pouvoir adjudicateur et l'entrepreneur concerné. En l'absence d'un tel accord, les travaux après mise en demeure infructueuse seront exécutés aux frais et risques de l'entrepreneur défaillant selon l'article 1792-6 du Code civil.

12-2-2 Réception partielle ou prise de possession anticipée :

La réception partielle des ouvrages, parties d'ouvrages ou ensemble de prestations, est réalisée conformément aux dispositions de l'article 42 du C.C.A.G. Travaux.

13 : GARANTIES DES PRESTATIONS

Les travaux feront l'objet d'une garantie de parfait achèvement de 1 an à compter de la date d'effet de la réception. Les modalités de cette garantie sont définies à l'article 44.1 du C.C.A.G. Travaux.

Les éventuels constats d'achèvement partiel de travaux ne font pas courir le délai de garantie qu'à compter de la date d'effet de la réception de l'ensemble des travaux. Le titulaire reste ainsi tenu par son obligation contractuelle à l'égard du maître d'ouvrage.

Les équipements installés dans le cadre des travaux feront l'objet d'une garantie de bon fonctionnement de 2 ans. Il est précisé que la période de garantie des équipements ne commencera qu'à compter du jour de la réception des installations sans réserve ou du jour de la levée de toutes les réserves (si réception avec réserves).

Les délais de garantie, dont le point de départ correspond à la date d'effet de la réception des travaux, sont donc d'une durée de :

- 1 an pour la garantie de parfait achèvement des travaux (article 44.1 du C.C.A.G. Travaux),
- 2 ans pour la garantie de bon fonctionnement des équipements

14 : ASSURANCES

D'une manière générale, le titulaire assume les risques et responsabilités découlant des lois règlements et normes en vigueur. À ce titre, le titulaire répond notamment des responsabilités et garanties résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792, 1792-2, 1792-3 et 1792-4-1 du Code civil.

Conformément aux dispositions de l'article 8 du C.C.A.G. Travaux, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

Il doit donc contracter :

- une assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1382 à 1384 du Code civil, garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des travaux.
- une assurance au titre de la garantie décennale couvrant les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792, 1792-1, 1792-1 et 2270 du Code civil en cas de travaux portant sur des ouvrages de construction soumis à l'obligation d'assurance. Le titulaire s'engage formellement à avertir le pouvoir adjudicateur de tout changement d'assureur ou de police, en cours de contrat, pour quelque motif que ce soit et, à lui remettre immédiatement une nouvelle attestation.

Le titulaire s'engage formellement à avertir le pouvoir adjudicateur de tout changement d'assureur ou de police, en cours de contrat, pour quelque motif que ce soit et, à lui remettre immédiatement une nouvelle attestation.

15 : CLAUSES DE RÉEXAMEN

Conformément à l'article R. 2194-1 du Code de la commande publique, il est convenu la mise en œuvre des clauses de réexamen suivantes :

- Remplacement du titulaire initial par un nouveau titulaire en cours d'exécution :
Le titulaire pourra proposer à l'acheteur la substitution d'un nouveau titulaire afin de le remplacer.
Ce remplacement pourra intervenir, après accord entre les parties, dans les hypothèses suivantes :
 - cessation d'activité,
 - cession de contrat,
 - décès,
 - difficultés techniques (affectant les moyens humains et/ou matériels) et/ou financières empêchant ou risquant d'empêcher la mise en œuvre des obligations contractuelles,
 - défaillance dans l'exécution des obligations contractuelles.

L'acheteur vérifiera que le remplaçant proposé ne relève pas d'un des cas d'interdiction de soumissionner et appréciera ses capacités professionnelles, techniques et financières, sur la base des mêmes pièces que celles produites par le titulaire.

A l'issue de cet examen, l'acheteur acceptera ou non la mise en œuvre de la substitution.

Dans le cadre d'un groupement, cette même possibilité est offerte à chacun des membres du groupement, après accord de l'ensemble des membres sur la substitution. Le remplaçant proposé pourra être :

- dans le cadre d'un groupement conjoint : soit un des membres du groupement, soit une entreprise tierce.
- dans le cadre d'un groupement solidaire : une entreprise tierce.

Si la substitution vise le mandataire du groupement, le groupement recomposé désigne un nouveau mandataire.

16 : DIFFÉRENDS ET LITIGE

Le présent marché est régi par le droit français.

En cas de litige, seul le Tribunal Administratif de Lyon est compétent en la matière :

Tribunal Administratif de Lyon
184, rue Duguesclin 69003 LYON
tel : 04 87 63 50 00

17 : RÉSILIATION

Les conditions de résiliation du marché sont définies au chapitre 7 du C.C.A.G. Travaux.

Résiliation pour motif d'intérêt général :

En cas de résiliation pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire percevra à titre d'indemnisation une somme forfaitaire calculée en appliquant au montant initial hors TVA, diminué du montant hors TVA non révisé des prestations admises, un pourcentage égal à 5 %.

Résiliation pour faute du titulaire :

Le maître d'ouvrage pourra résilier le marché selon les dispositions de l'article 50.3 du C.C.A.G. Travaux. Notamment, en cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

Résiliation aux frais et risques du titulaire :

L'acheteur se réserve la possibilité de faire exécuter par un tiers les prestations aux frais et risques du titulaire. La décision de résiliation le mentionnera expressément.

Dans ce cas, et par dérogation à l'article 51.2.3 du C.C.A.G. Travaux, la notification du décompte de résiliation par le maître d'ouvrage au titulaire doit être faite au plus tard deux mois après le règlement définitif du nouveau marché passé pour l'achèvement des prestations.

18 : REDRESSEMENT OU LIQUIDATION JUDICIAIRE

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

19 : DÉROGATIONS AU C.C.A.G APPLICABLE

Le présent C.C.A.P prévaut sur toutes les dispositions du C.C.A.G -Travaux qui lui seraient contraires. Il est expressément stipulé que la liste des dérogations au C.C.A.G.-Travaux n'a qu'une valeur indicative. Cette liste n'est donc pas nécessairement exhaustive.

Par conséquent, les dispositions dérogatoires au C.C.A.G.-Travaux qui ne figureraient pas dans la liste ci-dessous conserveraient néanmoins toute leur valeur contractuelle pour l'exécution du présent accord-cadre.

Articles du C.C.A.P	Articles du C.C.A.G - Travaux
2	4.1
3-1	18.1.1
4-2	28.1 et 18.1.1
5-5-2	14.4.3
7-2-2	12.3.2 et 12.4.4
7-2-3	12.4.2
8 et 8-1	19.2.1, 19.2.2, 19.2.3, 19.2.4 et 52.1
10-1	28.1 et 28.2.2
11-3	40
17	51.2.3